



USA : Nouvelle manifestation de la crise avant une nouvelle tempête

Après un feuilleton, jouant sur la dramatisation (pour mieux faire accepter les mesures), les représentants du capital américain se sont mis d'accord pour faire accepter par le Sénat et la chambre des représentants un plan d'austérité pour le peuple américain. Le Président Obama qui a été très actif dans ce processus s'est félicité de l'accord obtenu. Ce plan prévoit de relever le déficit public autorisé de 14.300 à 16.400 milliards de dollars (100% du PIB américain) en « échange » de coupes budgétaires de 2.500 milliards de dollars, coupes qui affecteront en premier lieu les dépenses sociales. Comme le promettent les uns et les autres, il ne s'agit que d'un début ! Pourtant déjà les coupes dans les budgets sociaux sont énormes et les États les imposent en licenciant des fonctionnaires, en diminuant leurs salaires, en démolissant ce qu'il reste du secteur public et en coupant dans les aides sociales. Dans le même temps des États s'en prennent aux droits syndicaux, en particulier au droit de négociation, comme c'est le cas dans le Wisconsin. Certes, la mesure d'augmenter le déficit autorisé pour l'État écarte de manière technique le risque d'un défaut de paiement des USA. Cependant sur le fond elle ne règle aucun des problèmes structurels de l'économie américaine et par voie de conséquence de l'économie mondiale. Au contraire, après avoir injecté en 2008 des centaines de milliards dans les circuits spéculatifs, de nouvelles perspectives sont ouvertes à cette même spéculation sur fond de politiques d'austérité renforcée pour les peuples. C'est si vrai que dans le numéro du 2 août du journal « les Echos », Michel Rocard s'inquiète en titrant son article : « *Une nouvelle tempête approche sur les marchés financiers* ». Si son analyse est fondée, ses propositions s'arrêtent à celles classiques d'une « moralisation » du capitalisme. La question est ainsi posée : continuer le capitalisme ou le détruire en tant que système de rapports sociaux basé sur l'exploitation du travail et d'accumulation du capital. C'est bien la question politique qui est en jeu et c'est sur cette question que nous devons agir. Ainsi quand l'éditorialiste du journal « l'Humanité » crédite Obama d'un recul sous la pression des forces conservatrices, il désigne une voie de sortie politique qui consiste en une action des forces progressistes pour déplacer l'équilibre à gauche. C'est le schéma choisi par le front de gauche. Cette stratégie ne mène qu'à la réalisation des plans du capital. Ce n'est pas la voie que nous avons choisie en construisant jour après jour le parti révolutionnaire « Communistes » capable de désigner clairement la politique de l'adversaire de classe : le grand capital et en le combattant.

www.sitecommunistes.org